Doc 2 p. 5

Ce que dit la loi

Art. 1. L'éducation est la première priorité nationale [...]. Outre la transmission des connaissances, la nation fixe comme mission première à l'école de faire partager aux élèves les valeurs de la République. Le service public de l'éducation fait acquérir à tous les élèves le respect de l'égale dignité des êtres humains, de la liberté de conscience et de la laïcité. [...]

Le droit à l'éducation est garanti à chacun afin de lui permettre de développer sa personnalité, [...] d'exercer sa citoyenneté. [...]

L'acquisition d'une culture générale et d'une qualification reconnue est assurée à tous les jeunes, quelle que soit leur origine sociale, culturelle ou géographique.

Code de l'éducation.

Police OpenDyslexic : copyright (c) 2003 by Bitstream, Inc. All Rights Reserved.
Bitstream Vera is a trademark of Bitstream, Inc.

© Nathan. Cahier d'Enseignement moral et civique 4e 2018

Doc 2 p. 8

Contre les discriminations, le Défenseur des droits

Toute personne [...] peut saisir le Défenseur des droits directement et gratuitement lorsqu'elle pense être discriminée. Constitue une discrimination toute inégalité de traitement fondée sur des critères interdits par la loi :

- l'origine,
- le sexe,
- l'apparence physique,
- la situation économique,
- le patronyme,
- le lieu de résidence,
- le handicap,
- l'orientation sexuelle,
- l'âge,
- les opinions politiques [...].

D'après www.defenseurdesdroits.fr, 2018.

Police OpenDyslexic : copyright (c) 2003 by Bitstream, Inc. All Rights Reserved.
Bitstream Vera is a trademark of Bitstream, Inc.

© Nathan. Cahier d'Enseignement moral et civique 4e 2018

Doc 4 p. 8

Ce que dit la loi

Art. 225-2. La discrimination commise à l'égard d'une personne physique ou morale est punie de trois ans d'emprisonnement et de 45 000 € d'amende lorsqu'elle consiste :

1. à refuser la fourniture d'un bien ou d'un service ;

2. à entraver l'exercice normal d'une activité économique quelconque ;

3. à refuser d'embaucher, à sanctionner ou à licencier une personne [...].

Code pénal.

Police OpenDyslexic : copyright (c) 2003 by Bitstream, Inc. All Rights Reserved.
Bitstream Vera is a trademark of Bitstream, Inc.

© Nathan. Cahier d'Enseignement moral et civique 4e 2018

Doc 1 p. 12

Participer au Conseil de la vie collégienne (CVC)

« Je me suis présentée au CVC de mon collège pour changer des petites choses que je n'aimais pas trop. Les élèves nous ont demandé de mettre de la pelouse dans la cour, de lutter contre les calbotes[1] car ça mène à des bagarres.

On a appelé un monsieur qui vient de « Hope[2] for Education », une association qui lutte contre le harcèlement. Il nous a appris qu'en cas de harcèlement on va vite courir dans le bureau de la CPE et tout lui expliquer. [...]

Ça me plaît car on a le droit de donner nos idées qui pourront se réaliser. »

Témoignage d'une élève de 6e du collège Les Escholiers de la Mosson, Montpellier,

www.onisep.fr, 2016.

1. Petites tapes.

2. Espoir.

Police OpenDyslexic : copyright (c) 2003 by Bitstream, Inc. All Rights Reserved.
Bitstream Vera is a trademark of Bitstream, Inc.

© Nathan. Cahier d'Enseignement moral et civique 4e 2018

Doc 3 p. 12

Être élu délégué de classe

« J'ai été élu délégué de classe de 6e. J'ai assisté déjà à deux conseils de classe. Le premier conseil était plutôt impressionnant parce qu'on se retrouve parmi des professeurs qui discutent entre eux.

Avant le conseil, je demande à des élèves s'ils ont des choses à dire. Le rôle du délégué est de défendre un élève s'il a des difficultés. À la fin du conseil, je vais dire à chaque élève ce qu'on a dit sur lui personnellement. »

Témoignage de Babafémo, délégué de classe, www.onisep.fr, 2018.

Police OpenDyslexic : copyright (c) 2003 by Bitstream, Inc. All Rights Reserved.
Bitstream Vera is a trademark of Bitstream, Inc.

© Nathan. Cahier d'Enseignement moral et civique 4e 2018

Doc 3 p. 16

Les devoirs du journaliste

Le droit du public à une information de qualité, complète, libre, indépendante et pluraliste, rappelé dans la Déclaration des droits de l'Homme et la Constitution française, guide le journaliste dans l'exercice de sa mission. Cette responsabilité vis-à-vis du citoyen prime sur toute autre. [...]

C'est dans ces conditions qu'un journaliste digne de ce nom : [...]

– Tient l'esprit critique, la véracité, l'exactitude, l'intégrité, l'équité, l'impartialité, pour les piliers de l'action journalistique ; tient l'accusation sans preuve, l'intention de nuire, l'altération des documents, la déformation des faits, le détournement d'images, le mensonge, la manipulation, la censure et l'autocensure, la non vérification des faits, pour les plus graves dérives professionnelles ;

– Exerce la plus grande vigilance avant de diffuser des informations d'où qu'elles viennent [...].

Charte d'éthique professionnelle des journalistes.

Police OpenDyslexic : copyright (c) 2003 by Bitstream, Inc. All Rights Reserved.
Bitstream Vera is a trademark of Bitstream, Inc.

© Nathan. Cahier d'Enseignement moral et civique 4e 2018

Je retiens p. 18

Au collège, apprendre la responsabilité

A) Appliquer le règlement intérieur du collège

• Le **règlement intérieur** est la loi du collège. Il vous accorde des **droits** : la liberté d'expression, le droit au respect de votre dignité. Il vous oblige à des **devoirs** : présence à tous les cours, respect d'autrui et des consignes de sécurité. S'il n'est pas respecté, des mesures disciplinaires et éducatives sont prises (mesures de responsabilisation...). ➜ voir p. 4-5.

• Le règlement intérieur garantit l'application des **valeurs de la République** : Liberté, Égalité, Fraternité. La **Charte de la laïcité** à l'école donne à chacun de vous le droit d'avoir ou non une religion. C'est la **liberté de conscience**. Que vous soyez fille ou garçon, quelle que soit votre couleur de peau, votre apparence physique, votre culture, vous êtes tous **égaux**, dans la **diversité**. ➜ voir p. 6-7.

B) S'engager au collège, en citoyens

• Au collège, vous apprenez à développer votre **conscience citoyenne**, pour mieux vivre ensemble. Votre **engagement** peut être **individuel** : vous faire élire délégué des élèves, devenir **médiateur** pour régler les conflits, être tuteur d'un élève en demande d'aide... ➜ voir p. 12-13.

Police OpenDyslexic : copyright (c) 2003 by Bitstream, Inc. All Rights Reserved.
Bitstream Vera is a trademark of Bitstream, Inc.

© Nathan. Cahier d'Enseignement moral et civique 4e 2018

• Votre **engagement** peut être aussi **collectif**, au nom de la solidarité : animer des débats lors de la Journée nationale de la laïcité ou des Semaines d'éducation contre les discriminations ; réaliser des interviews sur le **pluralisme des médias** lors de la Semaine de la presse ; organiser une action humanitaire pour des associations (Course contre la faim…) ; mener des actions contre le **harcèlement**…

➜ voir p. 8 à 11.

Police OpenDyslexic : copyright (c) 2003 by Bitstream, Inc. All Rights Reserved.
Bitstream Vera is a trademark of Bitstream, Inc.

© Nathan. Cahier d'Enseignement moral et civique 4e 2018

Doc 1 p. 20

Les écrans et la mémoire

[...] Les écrans peuvent saturer la mémoire dite « de travail », qui stocke les informations nécessaires aux activités en cours, et faire baisser nos performances intellectuelles [...]. La génération « *digital native* », par essence zappeuse, aurait donc plus de difficultés à se concentrer, comme si tout la distrayait. « Les cerveaux de ces enfants sont en surchauffe face à la masse d'informations numériques à traiter. Ils peinent à faire le tri entre l'essentiel et le superflu, et bloquent difficilement les informations les moins utiles au développement de l'intelligence », poursuit le chercheur. [...]

Paul Molga, *Les Échos*, 27 mai 2014.

Police OpenDyslexic : copyright (c) 2003 by Bitstream, Inc. All Rights Reserved.
Bitstream Vera is a trademark of Bitstream, Inc.

© Nathan. Cahier d'Enseignement moral et civique 4e 2018

Document 1 p. 22

La Déclaration des droits de l'Homme et du citoyen, 26 août 1789 (extraits)

Elle est adoptée au début de la Révolution française, à la suite des évènements du 14 juillet et de la nuit du 4 août 1789, qui mettent fin à l'Ancien Régime.

Préambule. Les représentants du peuple français, constitués en Assemblée nationale [...] ont résolu d'exposer, dans une déclaration solennelle, les droits naturels, inaliénables et sacrés de l'Homme [...].

Art. 1er. Les Hommes naissent et demeurent libres et égaux en droits. [...]

Art. 2. Le but de toute association politique est la conservation des droits naturels et imprescriptibles de l'Homme. Ces droits sont la liberté, la propriété, la sûreté, et la résistance à l'oppression.

Art. 3. Le principe de toute souveraineté réside essentiellement dans la Nation. [...]

Police OpenDyslexic : copyright (c) 2003 by Bitstream, Inc. All Rights Reserved.
Bitstream Vera is a trademark of Bitstream, Inc.

© Nathan. Cahier d'Enseignement moral et civique 4e 2018

Art. 4. La liberté consiste à pouvoir faire tout ce qui ne nuit pas à autrui : ainsi, l'exercice des droits naturels de chaque homme n'a de bornes que celles qui assurent aux autres membres de la société la jouissance de ces mêmes droits. Ces bornes ne peuvent être déterminées que par la loi.

Art. 5. La loi n'a le droit de défendre que les actions nuisibles à la société. Tout ce qui n'est pas défendu par la loi ne peut être empêché, et nul ne peut être contraint à faire ce qu'elle n'ordonne pas.

Art. 6. La loi est l'expression de la volonté générale. Tous les citoyens ont droit de concourir personnellement, ou par leurs représentants, à sa formation. Elle doit être la même pour tous, soit qu'elle protège, soit qu'elle punisse. [...]

Art. 9. Tout Homme étant présumé innocent jusqu'à ce qu'il ait été déclaré coupable, s'il est jugé indispensable de l'arrêter, toute rigueur qui ne serait pas nécessaire pour s'assurer de sa personne doit être sévèrement réprimée par la loi.

Art. 10. Nul ne doit être inquiété pour ses opinions, même religieuses, pourvu que leur manifestation ne trouble pas l'ordre public établi par la loi.

Police OpenDyslexic : copyright (c) 2003 by Bitstream, Inc. All Rights Reserved.
Bitstream Vera is a trademark of Bitstream, Inc.

© Nathan. Cahier d'Enseignement moral et civique 4e 2018

Art. 11. La libre communication des pensées et des opinions est un des droits les plus précieux de l'Homme : tout citoyen peut donc parler, écrire, imprimer librement, sauf à répondre de l'abus de cette liberté dans les cas déterminés par la loi. [...]

Police OpenDyslexic : copyright (c) 2003 by Bitstream, Inc. All Rights Reserved.
Bitstream Vera is a trademark of Bitstream, Inc.

© Nathan. Cahier d'Enseignement moral et civique 4e 2018

Document 2 p. 23

La Déclaration universelle des droits de l'Homme, 10 décembre 1948 (extraits)

Elle est adoptée par l'Organisation des Nations unies (ONU), créée à la fin de la Seconde Guerre mondiale (1945), pour garantir la paix dans le monde.

Préambule. Considérant que la reconnaissance de la dignité inhérente à tous les membres de la famille humaine et de leurs droits égaux et inaliénables constitue le fondement de la liberté, de la justice et de la paix dans le monde, [...] l'Assemblée générale proclame la présente Déclaration universelle des droits de l'Homme comme l'idéal commun à atteindre par tous les peuples et toutes les nations [...].

Art. 1er. Tous les êtres humains naissent libres et égaux en dignité et en droits. Ils sont doués de raison et de conscience et doivent agir les uns envers les autres dans un esprit de fraternité.

Art. 2-1. Chacun peut se prévaloir de tous les droits et de toutes les libertés proclamés dans la présente Déclaration, sans

Police OpenDyslexic : copyright (c) 2003 by Bitstream, Inc. All Rights Reserved.
Bitstream Vera is a trademark of Bitstream, Inc.

© Nathan. Cahier d'Enseignement moral et civique 4e 2018

distinction aucune, notamment de race, de couleur, de sexe, de langue, de religion, d'opinion politique ou de toute autre opinion, d'origine nationale ou sociale, de fortune, de naissance ou de toute autre situation. [...]

Art. 3. Tout individu a droit à la vie, à la liberté et à la sûreté de sa personne.

Art. 4. Nul ne sera tenu en esclavage ni en servitude [...].

Art. 5. Nul ne sera soumis à la torture [...].

Art. 9. Nul ne peut être arbitrairement arrêté, détenu ou exilé.

Art. 12. Nul ne sera l'objet d'immixtions [intrusions] arbitraires dans sa vie privée, sa famille, son domicile ou sa correspondance, ni d'atteintes à son honneur et à sa réputation. [...]

Art. 13-1. Toute personne a le droit de circuler librement et de choisir sa résidence à l'intérieur d'un État. [...]

Art. 18. Toute personne a droit à la liberté de pensée, de conscience et de religion [...].

Art. 19. Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression [...].

Police OpenDyslexic : copyright (c) 2003 by Bitstream, Inc. All Rights Reserved.
Bitstream Vera is a trademark of Bitstream, Inc.

© Nathan. Cahier d'Enseignement moral et civique 4e 2018

Art. 25-1. Toute personne a droit à un niveau de vie suffisant pour assurer sa santé, son bien-être et ceux de sa famille, notamment pour l'alimentation, l'habillement, le logement, les soins médicaux [...].

Police OpenDyslexic : copyright (c) 2003 by Bitstream, Inc. All Rights Reserved.
Bitstream Vera is a trademark of Bitstream, Inc.

© Nathan. Cahier d'Enseignement moral et civique 4e 2018

Document 3 p. 25

Ce que dit la loi

Art. 1er. [...] La loi favorise l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats électoraux et fonctions électives, ainsi qu'aux responsabilités professionnelles et sociales.

Constitution de la Ve République, 1958
(ajout de la loi du 8 juillet 1999).

Police OpenDyslexic : copyright (c) 2003 by Bitstream, Inc. All Rights Reserved.
Bitstream Vera is a trademark of Bitstream, Inc.

© Nathan. Cahier d'Enseignement moral et civique 4e 2018

Conseils pour faire une fiche illustrée

Définition

Une fiche illustrée présente des informations précises mais sous une forme originale :

- des languettes à soulever,
- des enveloppes ou volets à ouvrir,
- des livres accordéons,
- des post-it à coller…

Étapes

1/ Listez les informations que vous souhaitez présenter

2/ Réfléchissez à ce que vous pouvez ajouter : extraits de loi, vocabulaire, liens internet, illustrations commentées…

3/ Soyez créatifs !

Exemple

Document 2 p. 26

Les combats d'Amnesty International

Nos équipes de recherche [...] se rendent régulièrement sur le terrain pour enquêter sur les violations des droits humains et recueillir des témoignages et des preuves. [...] Nous agissons pour exercer des pressions sur les décideurs par [...] des campagnes qui mobilisent les militants et le public (pétitions, courriers aux autorités, messages de soutien, débats publics, rassemblements et manifestations...). [...]

Parce que la liberté d'expression permet de vivre librement et de faire valoir l'ensemble des droits humains, nous faisons de sa défense un combat prioritaire. Nous avons tous un rôle à jouer mais les États sont les premiers à devoir défendre ce droit : les gouvernements doivent faire respecter le droit de s'exprimer ou de s'associer librement. [...] Les gouvernements doivent immédiatement libérer, et sans conditions, toutes les personnes emprisonnées pour avoir exprimé pacifiquement leurs idées ou opinions.

www.amnesty.fr, décembre 2017.

Police OpenDyslexic : copyright (c) 2003 by Bitstream, Inc. All Rights Reserved.
Bitstream Vera is a trademark of Bitstream, Inc.

© Nathan. Cahier d'Enseignement moral et civique 4e 2018

Document 3 p. 28

La liberté de circulation des mineurs

La circulation des mineurs [...] est en principe libre. C'est ce qu'on appelle le « principe de libre circulation » c'est-à-dire ce droit de l'Homme essentiel qu'est la liberté d'aller et venir. Mais, parce que les mineurs doivent être protégés, cette liberté est encadrée. [...]

Les mineurs bénéficient d'une protection [...] par l'État et d'une protection parentale. [...] Le mineur est placé pendant toute la période de sa minorité [...] sous la protection de ses parents. C'est dans ce cadre que les parents peuvent tout à fait interdire à un mineur de « sortir » le soir et qu'ils peuvent lui « imposer » un horaire pour rentrer à la maison. Il s'agit là [...] d'un droit pour les parents, mais aussi d'un devoir : des parents qui seraient excessivement négligents pourraient faire l'objet de mesures d'assistance éducative voire de « sanctions ».

Dominique Chagnollaud, *Code Junior* (9e édition), Dalloz, 2017.

Police OpenDyslexic : copyright (c) 2003 by Bitstream, Inc. All Rights Reserved.
Bitstream Vera is a trademark of Bitstream, Inc.

© Nathan. Cahier d'Enseignement moral et civique 4e 2018

Document 2 p. 30

Ce que dit la loi

Art. 11. La libre communication des pensées et des opinions est un des droits les plus précieux de l'Homme : tout citoyen peut donc parler, écrire, imprimer librement, sauf à répondre de l'abus de cette liberté dans les cas déterminés par la loi.

Déclaration des droits de l'Homme et du citoyen, 1789.

La liberté d'expression est punie par la loi dans les cas suivants : apologie du meurtre, de la haine, de la discrimination ; injure et diffamation ; atteinte à la vie privée.

D'après le code pénal.

Police OpenDyslexic : copyright (c) 2003 by Bitstream, Inc. All Rights Reserved.
Bitstream Vera is a trademark of Bitstream, Inc.

© Nathan. Cahier d'Enseignement moral et civique 4e 2018

Document 3 p. 30

Lanceur d'alerte, au nom de la liberté d'expression

Irène Frachon, médecin à Brest, a publié un ouvrage en 2009 dénonçant la dangerosité d'un médicament coupe-faim, à l'origine d'effets secondaires mortels. En 2011, la justice lui a donné raison face au laboratoire pharmaceutique, fabricant du médicament.

« Je suis une privilégiée, je n'ai pas perdu mon emploi. Je suis une lanceuse d'alerte qui fait un peu envie, dans le sens où j'ai réussi. Beaucoup de lanceurs d'alerte me demandent comment j'ai fait et ma réponse est terrible : 2 000 morts. »

La force d'Irène Frachon, c'est la qualité de ses informations. Elle a enquêté pendant des mois avec des collègues pour obtenir des données incontestables et démontrer la nocivité du médicament. Elle a consacré près de 10 ans de sa vie à la cause des malades de ce médicament.

« Avant de publier mon livre, j'ai consulté un avocat. J'ai fait attention à mes propos pour ne pas être poursuivie en diffamation. »

D'après www.huffingtonpost.fr et www.pelerin.com, 2016.

Police OpenDyslexic : copyright (c) 2003 by Bitstream, Inc. All Rights Reserved.
Bitstream Vera is a trademark of Bitstream, Inc.

© Nathan. Cahier d'Enseignement moral et civique 4e 2018

Je retiens p. 32

Les libertés et les droits fondamentaux

A) Les libertés et les droits de la personne et du citoyen

• En France, la **Déclaration des droits de l'Homme et du citoyen** (1789) définit la liberté comme un « **droit** naturel et **imprescriptible** » pour tous, et lui fixe une limite, celle de ne pas porter atteinte à la liberté des autres. →voir p. 22.

• Les libertés sont **individuelles** (liberté de pensée, d'expression, de circulation). Le principe de **laïcité** garantit en France la liberté de conscience et de culte. Les libertés sont aussi **collectives** (liberté de réunion, d'**association**). Aux libertés ont été associés des **droits politiques** (droit de vote, liberté de choix entre des candidats de différents partis) qui font de la personne un **citoyen**, et des **droits sociaux** qui offrent à tous des conditions de vie convenables (droit à l'éducation, à la protection de la santé). →voir p. 28-29, 30-31.

B) La conquête des libertés et des droits

Police OpenDyslexic : copyright (c) 2003 by Bitstream, Inc. All Rights Reserved.
Bitstream Vera is a trademark of Bitstream, Inc.

© Nathan. Cahier d'Enseignement moral et civique 4e 2018

• En France, les libertés et les droits ont été obtenus après de longs **combats**, par exemple le **suffrage universel masculin** (1848), le **droit de vote des femmes** (1944). Sous la **IIIe République** ont été votées des lois qui garantissent la **liberté de la presse** (1881), le droit de créer des **syndicats** (1884).

• Avec l'évolution de la société, de nouvelles libertés ont été reconnues : droit au **respect de la vie privée** (1970), droit d'**accès à internet** (2009) protégé par la **CNIL.** →voir p. 24-25.

• Aujourd'hui, les **libertés** et les **droits** sont **garantis dans le monde** par la Déclaration universelle des droits de l'Homme (1948), la Convention internationale sur les droits de l'enfant (1989), et en Europe, par la Convention européenne des droits de l'Homme (1950), la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne (2000).

Police OpenDyslexic : copyright (c) 2003 by Bitstream, Inc. All Rights Reserved.
Bitstream Vera is a trademark of Bitstream, Inc.

© Nathan. Cahier d'Enseignement moral et civique 4e 2018

Je retiens p. 32

Les libertés et les droits fondamentaux

A) Les libertés et les droits de la personne et du citoyen

• En France, la **Déclaration des droits de l'Homme et du citoyen** (1789) définit la liberté comme un « **droit** naturel et **imprescriptible** » pour tous, et lui fixe une limite, celle de ne pas porter atteinte à la liberté des autres. ➜ voir p. 22.

• Les libertés sont **individuelles** (liberté de pensée, d'expression, de circulation). Le principe de **laïcité** garantit en France la liberté de conscience et de culte. Les libertés sont aussi **collectives** (liberté de réunion, d'**association**). Aux libertés ont été associés des **droits politiques** (droit de vote, liberté de choix entre des candidats de différents partis) qui font de la personne un **citoyen**, et des **droits sociaux** qui offrent à tous des conditions de vie convenables (droit à l'éducation, à la protection de la santé). ➜ voir p. 28-29, 30-31.

Police OpenDyslexic : copyright (c) 2003 by Bitstream, Inc. All Rights Reserved.
Bitstream Vera is a trademark of Bitstream, Inc.

© Nathan. Cahier d'Enseignement moral et civique 4e 2018

B) La conquête des libertés et des droits

• En France, les libertés et les droits ont été obtenus après de longs **combats**, par exemple le **suffrage universel masculin** (1848), le **droit de vote des femmes** (1944). Sous la **IIIe République** ont été votées des lois qui garantissent la **liberté de la presse** (1881), le droit de créer des **syndicats** (1884).

• Avec l'évolution de la société, de nouvelles libertés ont été reconnues : droit au **respect de la vie privée** (1970), droit d'**accès à internet** (2009) protégé par la **CNIL.** ➜ voir p. 24-25.

• Aujourd'hui, les **libertés** et les **droits** sont **garantis dans le monde** par la Déclaration universelle des droits de l'Homme (1948), la Convention internationale sur les droits de l'enfant (1989), et en Europe, par la Convention européenne des droits de l'Homme (1950), la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne (2000).

Police OpenDyslexic : copyright (c) 2003 by Bitstream, Inc. All Rights Reserved.
Bitstream Vera is a trademark of Bitstream, Inc.

© Nathan. Cahier d'Enseignement moral et civique 4e 2018

Document 1 p. 35

Héberger un réfugié

Bonnet « *Free Tibet* » vissé sur la tête, Dawa, réfugié tibétain de 33 ans, dormait il y a quelques mois, sous les ponts. Aujourd'hui, il loge chez Michel et Caroline. Depuis un an, ce couple de 53 ans voulait ouvrir sa porte à un réfugié. [...]

Pour soutenir ceux qui se lancent dans l'aventure, le Samu social de Paris a lancé le dispositif Élan. Une équipe de professionnels épaule les familles qui s'engagent à accueillir un réfugié pour une période de trois mois minimum et à mettre à sa disposition une chambre privative.

Le jour où Caroline, Michel et Dawa se sont rencontrés [...] ils ont discuté ensemble de leurs façons de vivre, puis ont signé un « règlement de vie commune », s'engageant à respecter « l'intimité » des uns et des autres. [...] S'il accueille gratuitement le réfugié, celui-ci verse une participation symbolique au Samu social de Paris, en fonction de ses revenus – pour Dawa, employé dans la sécurité, 90 euros par mois. [...] Aujourd'hui, le réfugié tibétain se concentre

Police OpenDyslexic : copyright (c) 2003 by Bitstream, Inc. All Rights Reserved.
Bitstream Vera is a trademark of Bitstream, Inc.

© Nathan. Cahier d'Enseignement moral et civique 4e 2018

sur ses projets : progresser en français, passer le permis et faire venir sa famille.

www.ladepeche.fr, 15 octobre 2016.

Police OpenDyslexic : copyright (c) 2003 by Bitstream, Inc. All Rights Reserved.
Bitstream Vera is a trademark of Bitstream, Inc.

© Nathan. Cahier d'Enseignement moral et civique 4e 2018

Document 2 p. 35

Ce que dit la loi

4. Tout homme persécuté en raison de son action en faveur de la liberté a droit d'asile sur les territoires de la République.

Préambule de la Constitution de 1946.

Police OpenDyslexic : copyright (c) 2003 by Bitstream, Inc. All Rights Reserved.
Bitstream Vera is a trademark of Bitstream, Inc.

© Nathan. Cahier d'Enseignement moral et civique 4e 2018

Doc 2 p. 38

Ce que dit la loi

Art. 10. Nul ne doit être inquiété pour ses opinions, même religieuses, pourvu que leur manifestation ne trouble pas l'ordre public établi par la loi.

Déclaration des droits de l'Homme et du citoyen, 1789.

Art. 2. Les écoles primaires publiques vaqueront un jour par semaine, en outre du dimanche, afin de permettre aux parents de faire donner, s'ils le désirent, à leurs enfants, l'instruction religieuse, en dehors des édifices scolaires.

Loi Jules Ferry, 28 mars 1882.

Art. 1er. La République assure la liberté de conscience. Elle garantit le libre exercice des cultes sous les seules restrictions édictées ci-après dans l'intérêt de l'ordre public[1].

Art. 2. La République ne reconnaît [...] ni ne subventionne aucun culte.

Loi de séparation des Églises et de l'État, 9 décembre 1905.

Art. 1er. La France est une République indivisible, laïque, démocratique et sociale. [...] Elle respecte toutes les croyances.

Constitution de la Ve République, 1958.

Police OpenDyslexic : copyright (c) 2003 by Bitstream, Inc. All Rights Reserved.
Bitstream Vera is a trademark of Bitstream, Inc.

© Nathan. Cahier d'Enseignement moral et civique 4e 2018

Art. L. 141-5-1 *(ajouté par la loi du 15 mars 2004)*. Dans les écoles, les collèges et les lycées publics, le port de signes ou tenues par lesquels les élèves manifestent ostensiblement[2] une appartenance religieuse est interdit.

Code de l'éducation, 2004.

La laïcité implique le rejet de toutes les violences et de toutes les discriminations, garantit l'égalité entre les filles et les garçons [...].

Charte de la laïcité, 2013.

L'école laïque est l'école de la fraternité. Les enfants viennent y apprendre à s'estimer, à se respecter. Elle enseigne tout ce qui élève et unit les femmes et les hommes.

Règlement intérieur du collège Guy Môquet, Villejuif (Val-de-Marne), 2017.

1. Ensemble des règles que chacun doit respecter.

2. De manière très visible, avec l'intention d'être vu.

Police OpenDyslexic : copyright (c) 2003 by Bitstream, Inc. All Rights Reserved.
Bitstream Vera is a trademark of Bitstream, Inc.

© Nathan. Cahier d'Enseignement moral et civique 4e 2018

Doc 1 p. 40

Ce que dit la loi

Art. 4. La liberté consiste à pouvoir faire tout ce qui ne nuit pas à autrui [...].

Déclaration des droits de l'Homme et du citoyen, 1789.

Préambule. Le peuple français proclame solennellement son attachement aux droits de l'Homme et aux principes de la souveraineté nationale tels qu'ils ont été définis par la Déclaration de 1789, confirmée et complétée par le préambule de la Constitution de 1946 [...].

Art. 3. La souveraineté nationale appartient au peuple qui l'exerce par ses représentants [...]. Le suffrage[1] [...] est toujours universel, égal et secret. Sont électeurs, dans les conditions déterminées par la loi, tous les nationaux français majeurs des deux sexes [...].

Art. 4. Les partis et groupements politiques concourent à l'expression du suffrage. Ils se forment et exercent leur activité librement. [...]

Police OpenDyslexic : copyright (c) 2003 by Bitstream, Inc. All Rights Reserved.
Bitstream Vera is a trademark of Bitstream, Inc.

© Nathan. Cahier d'Enseignement moral et civique 4e 2018

Art. 71-1. Le Défenseur des droits veille au respect des droits et libertés [...].

Constitution de la Ve République, 1958.

1. Vote exprimé lors d'une élection.

Police OpenDyslexic : copyright (c) 2003 by Bitstream, Inc. All Rights Reserved.
Bitstream Vera is a trademark of Bitstream, Inc.

© Nathan. Cahier d'Enseignement moral et civique 4e 2018

Doc 3 p. 42

Une condamnation pour esclavage domestique

Un couple de trentenaires comparaissait le 16 novembre pour « traite d'être humain » devant un tribunal correctionnel. Ils employaient à leur domicile une Indonésienne privée de passeport pour 250 euros par mois. [...]

Promenade des enfants, rangement de la maison jusqu'à 23 heures, tel était le quotidien de A., esclave « moderne » indonésienne du couple. « Tous les soirs, elle dépliait un matelas de 3,5 cm d'épaisseur pour dormir au pied du lit d'un enfant », a indiqué son avocat. « Pas d'intimité, aucune indépendance. Sa patronne avait son passeport... elle était exploitée », résume la procureure, qui a sollicité deux ans de prison dont un avec sursis pour chaque prévenu.

A. est parvenue à sortir de cet enfer domestique quand le Comité contre l'esclavage moderne est intervenu l'été dernier. Une femme avait alerté cette organisation après qu'A. se soit confiée à elle [au square].

D'après un article de presse, 2017.

Le couple a été condamné par le tribunal correctionnel à trois ans d'emprisonnement avec sursis, 10 000 euros d'amende, et 10 000 euros d'indemnisation à A. pour préjudice moral.

Police OpenDyslexic : copyright (c) 2003 by Bitstream, Inc. All Rights Reserved.
Bitstream Vera is a trademark of Bitstream, Inc.

© Nathan. Cahier d'Enseignement moral et civique 4e 2018

Je retiens p. 46

L'exercice des libertés et des droits en France

A) La démocratie, garante des libertés et des droits

• Les **libertés** et les **droits** sont inscrits dans la Constitution (liberté individuelle, d'expression, d'association, droits politiques, droits sociaux). Par exemple, les **médias** sont libres : ils paraissent sans autorisation. Les **citoyens** participent aux **décisions politiques** par l'intermédiaire de leurs représentants qu'ils ont élus librement. Depuis la loi de séparation des Églises et de l'État (1905), la **République est laïque.** ➜ voir p. 38-41.

• La **sécurité** est un **droit.** L'État a le devoir de **protéger les personnes et les biens** par l'intermédiaire de la **force publique** (police nationale, gendarmerie), en luttant contre la délinquance et le terrorisme. Face aux **menaces**, **l'État** a mis en place le plan Vigipirate, et a **renforcé la sécurité** par la loi sur le renseignement (2015) et la loi renforçant la sécurité intérieure et la lutte contre le terrorisme (2017). ➜ voir p. 44-45.

B) Des limites aux libertés, au nom de l'intérêt général

• La loi a prévu des sanctions en cas d'**atteinte à la liberté** d'autrui. La liberté d'expression ne permet pas la **diffamation.** Le code de la route impose des **règles à la liberté de circulation.** L'atteinte à la

Police OpenDyslexic : copyright (c) 2003 by Bitstream, Inc. All Rights Reserved.
Bitstream Vera is a trademark of Bitstream, Inc.

© Nathan. Cahier d'Enseignement moral et civique 4e 2018

liberté individuelle par des pratiques d'**esclavage** est punie en justice. La loi punit aussi les **troubles à l'ordre public**, comme l'excès de bruit.
➜ voir p. 42-43.

• La **sécurité** garantit les libertés, mais elle peut aussi les limiter par l'usage de technologies comme la **vidéosurveillance**, pour sécuriser certains lieux. Cette pratique peut porter atteinte au **droit au respect de la vie privée.** ➜ voir p. 44-45.

Police OpenDyslexic : copyright (c) 2003 by Bitstream, Inc. All Rights Reserved.
Bitstream Vera is a trademark of Bitstream, Inc.

© Nathan. Cahier d'Enseignement moral et civique 4e 2018

Doc 2 p. 48

Les enfants esclaves au XXIe siècle

En 2014, les enfants de 5 à 17 ans étaient encore 168 millions à être engagés dans un travail selon l'Unicef[1] (un enfant sur six, dans le monde, un enfant sur trois en Afrique subsaharienne, 44 millions d'enfants en Asie du Sud). Ils étaient 215 millions en 2010.

Les formes modernes de l'esclavage sont diverses : trafic d'enfants, enrôlement dans des groupes armés, prostitution forcée qui touche essentiellement les filles, travail forcé appelé « servitude pour dettes », utilisation des enfants dans le commerce international des stupéfiants.

www.humanium.org, 19 juin 2015.

1. Fonds des Nations unies pour l'enfance : organisme qui défend les droits des enfants dans le monde.

Police OpenDyslexic : copyright (c) 2003 by Bitstream, Inc. All Rights Reserved.
Bitstream Vera is a trademark of Bitstream, Inc.

© Nathan. Cahier d'Enseignement moral et civique 4e 2018

Doc 1 p. 50

Une décision de la CNIL[1]

Le robot « I-QUE » et la poupée « My Friend Cayla » sont des jouets dits « connectés », produits par la société Genesis Industries Limited basée a Hong Kong.

Ces jouets répondent aux questions posées par les enfants sur divers sujets. Équipés d'un microphone et d'un haut-parleur, ils sont associés à une application mobile. La réponse est extraite d'internet et donnée à l'enfant par l'intermédiaire des jouets.

Alertée sur le défaut de sécurité des deux jouets, la présidente de la CNIL a décidé de réaliser des contrôles. Ils ont relevé que la société collecte une multitude d'informations personnelles sur les enfants et leur entourage : les voix, le contenu des conversations échangées avec les jouets. Une personne située à 9 mètres des jouets, à l'extérieur d'un bâtiment, peut connecter un téléphone mobile aux jouets sans avoir à s'authentifier. Elle peut entendre et enregistrer, à leur insu, les paroles échangées entre l'enfant et le jouet et avec son entourage.

La présidente a considéré que l'absence de sécurisation des jouets est contraire à l'article 1er de la loi « Informatique et libertés » selon lequel l'informatique « ne doit porter atteinte ni à l'identité humaine, ni aux droits de l'homme, ni à la vie privée, ni aux libertés

Police OpenDyslexic : copyright (c) 2003 by Bitstream, Inc. All Rights Reserved.
Bitstream Vera is a trademark of Bitstream, Inc.

© Nathan. Cahier d'Enseignement moral et civique 4e 2018

individuelles ou publiques ». Elle a mis en demeure la société, qui doit se conformer à la loi « Informatique et libertés » dans un délai de deux mois. Sinon, elle prononcera une sanction.

D'après www.cnil.fr, 4 décembre 2017.

1. **CNIL :** Commission nationale de l'informatique et des libertés (définition p. 32 de votre cahier).

Police OpenDyslexic : copyright (c) 2003 by Bitstream, Inc. All Rights Reserved.
Bitstream Vera is a trademark of Bitstream, Inc.

© Nathan. Cahier d'Enseignement moral et civique 4e 2018

Doc 1 p. 52

La fable *Le Loup et l'Agneau*

La raison du plus fort est toujours la meilleure :

Nous l'allons montrer tout à l'heure.

Un Agneau se désaltérait

Dans le courant d'une onde pure.

Un Loup survient à jeun qui cherchait aventure,

Et que la faim en ces lieux attirait.

« Qui te rend si hardi de troubler mon breuvage ?

Dit cet animal plein de rage :

Tu seras châtié de ta témérité.

— Sire, répond l'Agneau, que votre Majesté

Ne se mette pas en colère ;

Mais plutôt qu'elle considère

Que je me vas désaltérant

Dans le courant,

Plus de vingt pas au-dessous d'Elle,

Police OpenDyslexic : copyright (c) 2003 by Bitstream, Inc. All Rights Reserved.
Bitstream Vera is a trademark of Bitstream, Inc.

© Nathan. Cahier d'Enseignement moral et civique 4e 2018

Et que par conséquent, en aucune façon,

Je ne puis troubler sa boisson.

— Tu la troubles, reprit cette bête cruelle,

Et je sais que de moi tu médis l'an passé.

— Comment l'aurais-je fait si je n'étais pas né ?

— Si ce n'est toi, c'est donc ton frère.

— Je n'en ai point. — C'est donc quelqu'un des tiens :

Car vous ne m'épargnez guère,

Vous, vos bergers, et vos chiens.

On me l'a dit : il faut que je me venge. »

Là-dessus, au fond des forêts

Le Loup l'emporte, et puis le mange,

Sans autre forme de procès.

Jean de La Fontaine, *Fables*, Livre 1, fable 10, 1668.

Police OpenDyslexic : copyright (c) 2003 by Bitstream, Inc. All Rights Reserved.
Bitstream Vera is a trademark of Bitstream, Inc.

© Nathan. Cahier d'Enseignement moral et civique 4e 2018

Doc 2 p. 52

La liberté, le droit, la loi

Dans la réalité de la vie en société, la liberté n'est pas, pour une personne, de faire tout ce qu'elle veut, où et quand elle le veut. On dit que « la liberté des uns s'arrête là où commence celle des autres » ; c'est-à-dire que la liberté doit respecter les droits des autres. Les libertés sont donc organisées par le droit et protégées par la justice.

C'est le rôle de la loi d'organiser les droits de chacun afin qu'ils n'empiètent pas les uns sur les autres. Et celui de la justice de veiller au respect de la loi.

Avec la Révolution, le droit français devient écrit. Les grandes libertés sont gravées dans le marbre, car inscrites dans des textes comme la Déclaration des droits de l'Homme et du citoyen, les rapports entre les pouvoirs sont organisés dans la Constitution. Peu après, Napoléon fait regrouper les lois dans des codes, dont les plus connus sont le code civil[1] et le code pénal[2]. Cela permet aux textes d'être consultés par tous.

D'après www.ado.justice.gouv.fr, janvier 2018.

1. Il regroupe les lois qui concernent les personnes, les relations entre elles, leurs biens.

2. Il regroupe les lois définissant les infractions et leurs sanctions.

Police OpenDyslexic : copyright (c) 2003 by Bitstream, Inc. All Rights Reserved.
Bitstream Vera is a trademark of Bitstream, Inc.

© Nathan. Cahier d'Enseignement moral et civique 4e 2018

Doc 2 p. 54

Ce que dit la loi

Art. R415-11. Tout conducteur est tenu de céder le passage aux piétons régulièrement engagés dans la traversée d'une chaussée [...].

Code de la route.

Art. L.211-22. Les maires prennent toutes dispositions propres à empêcher la divagation des chiens et des chats. Ils peuvent ordonner que ces animaux soient tenus en laisse et que les chiens soient muselés[1] [...].

Code rural.

1. La violation de cet arrêté est sanctionnée par une contravention de 38 euros, ou de 150 euros si l'animal présente un danger pour les personnes (code pénal).

Art. 311-1. Le vol est la soustraction frauduleuse de la chose d'autrui.

Art. 311-3. Le vol est puni de trois ans d'emprisonnement et de 45 000 euros d'amende.

Code pénal.

Police OpenDyslexic : copyright (c) 2003 by Bitstream, Inc. All Rights Reserved.
Bitstream Vera is a trademark of Bitstream, Inc.

© Nathan. Cahier d'Enseignement moral et civique 4e 2018

Art. R1334-31. Aucun bruit particulier ne doit, par sa durée, sa répétition ou son intensité, porter atteinte à la tranquillité du voisinage ou à la santé de l'homme, dans un lieu public ou privé [...].

Code de la santé publique.

Art. L113-3. Tout vendeur de produit [...] doit, par voie de marquage, d'étiquetage, d'affichage [...] informer le consommateur sur les prix [...].

Code de la consommation.

Police OpenDyslexic : copyright (c) 2003 by Bitstream, Inc. All Rights Reserved.
Bitstream Vera is a trademark of Bitstream, Inc.

© Nathan. Cahier d'Enseignement moral et civique 4e 2018

Doc 2 p. 56

Contre : le point de vue d'un responsable de cirque

Nous avons tous des vétérinaires qui suivent les animaux de près, ce qui nous coûte d'ailleurs très cher. Pourquoi mes lions vivraient-ils jusqu'à 26 ans[1] s'ils étaient maltraités ?

Le plus difficile, c'est la route. Mais dans leurs wagons de voyage, ils sont chez eux ; 100 % de ces bêtes sont nées en captivité, dans les cirques. Un fauve, tant qu'il mange, dort et dispose d'une zone de détente, tout va bien. Ils ont d'autres problèmes en Afrique, où ils sont chassés.

Quinze millions de Français viennent dans les cirques chaque année, parmi eux, 14 millions plébiscitent ceux avec des animaux. Pour les enfants, c'est le seul moyen d'en voir de près, et nous ouvrons nos ménageries pour 1 euro. Mes animaux sont des artistes à quatre pattes. C'est le public qui est souverain et tant qu'il vient, nous continuerons.

Coralie Garandeau et Tanguy Lyonnet, *Le Parisien*, interview de Gilbert Edelstein, propriétaire du cirque Pinder Jean Richard et président du syndicat national du cirque, 31 juillet 2017.

1. À l'état sauvage, un lion vit entre 10 et 14 ans.

Police OpenDyslexic : copyright (c) 2003 by Bitstream, Inc. All Rights Reserved.
Bitstream Vera is a trademark of Bitstream, Inc.

© Nathan. Cahier d'Enseignement moral et civique 4e 2018

Doc 3 p. 56

Ce que dit la loi

Les animaux doivent avoir la possibilité de se déplacer librement dans des installations extérieures chaque jour. Ils doivent avoir une alimentation suffisante, saine et équilibrée ainsi que de l'eau saine pour s'abreuver.

Au cours du dressage, ne peuvent être exigées des animaux que des actions que leur anatomie et leurs aptitudes naturelles leur permettent de réaliser.

Les établissements doivent faire appel à un vétérinaire pour un contrôle régulier de la santé des animaux.

D'après l'arrêté[1] du 18 mars 2011 fixant les conditions de détention et d'utilisation des animaux vivants d'espèces non domestiques dans les établissements de spectacles itinérants.

1. Décision prise par une autorité administrative (ministre, préfet, maire). Cet arrêté a été pris par le ministère de l'Écologie et du Développement durable.

Police OpenDyslexic : copyright (c) 2003 by Bitstream, Inc. All Rights Reserved.
Bitstream Vera is a trademark of Bitstream, Inc.

© Nathan. Cahier d'Enseignement moral et civique 4e 2018

Je retiens p. 58

Le droit en France

A) Le droit, une nécessité pour vivre en société

• Le **droit** désigne l'ensemble des **règles écrites** qui s'imposent à tous dans les **relations entre les personnes.** Dans la **vie quotidienne**, nous y sommes constamment confrontés : entre conjoints, entre parents et enfants, entre employeurs et employés, sur la route, lors d'un achat, entre élèves... Le droit est visible par des **documents officiels** (carte nationale d'identité par exemple) ou par des panneaux de signalisation.

• Le droit garantit les **libertés** et les **droits.** Il crée aussi des **obligations** : respecter le code de la route, le règlement intérieur du collège, réparer le dommage causé à autrui, payer ses impôts... Pour résoudre les conflits, le **juge**, lors de procès, **dit le droit en appliquant la loi.** Par le droit, la société a renoncé à la loi du plus fort. ➜ voir p. 52-55.

B) Le droit, des règles établies par l'État

• Depuis la Révolution française, la **loi** est la principale **source du droit.** Elle est l'**expression de la volonté générale**, votée **démocratiquement** par le **Parlement**, à la suite d'un débat public. C'est pourquoi nous devons tous la respecter. Elle doit être conforme

Police OpenDyslexic : copyright (c) 2003 by Bitstream, Inc. All Rights Reserved.
Bitstream Vera is a trademark of Bitstream, Inc.

© Nathan. Cahier d'Enseignement moral et civique 4e 2018

à la **Constitution** de la V^e^ République. Il existe d'autres règles de droit : les **conventions internationales**, les **règlements...**

➜ voir p. 56-57.

• La **France** fait partie de l'**Union européenne** qui impose des **règlements** et **directives** aux États membres. Le **droit européen** fait donc partie de notre vie quotidienne : **monnaie unique** (l'euro), **normes européennes** pour la sécurité et la santé (marchandises et produits alimentaires, sécurité routière, environnement...). ➜ voir p. 61.

Police OpenDyslexic : copyright (c) 2003 by Bitstream, Inc. All Rights Reserved.
Bitstream Vera is a trademark of Bitstream, Inc.

© Nathan. Cahier d'Enseignement moral et civique 4e 2018

Doc 2 p. 60

Ce que dit la loi

Art. 10-1-1. Les États membres prennent toutes les mesures nécessaires pour garantir que les jouets ne peuvent être mis sur le marché que s'ils répondent aux exigences essentielles de sécurité.

Art. 10-2. Les jouets, y compris les produits chimiques qu'ils contiennent, ne doivent pas mettre en danger la sécurité ou la santé des utilisateurs [...].

Art. 17-1. Le marquage « CE » est apposé de manière visible, lisible et indélébile sur le jouet, sur une étiquette attachée à celui-ci ou sur son emballage.

Directive[1] 2009/48//CE relative à la sécurité des jouets, 18 juin 2009.

1. Règle de l'Union européenne transposée par chaque État membre dans sa législation.

Police OpenDyslexic : copyright (c) 2003 by Bitstream, Inc. All Rights Reserved.
Bitstream Vera is a trademark of Bitstream, Inc.

© Nathan. Cahier d'Enseignement moral et civique 4e 2018

Doc 2 p. 61

La Convention internationale sur les droits de l'enfant (1989)

Parmi les droits énoncés dans la Convention[1] :

• Droit à l'éducation et aux loisirs (pour construire son avenir)

• Droit à la santé (droit d'être correctement nourri, logé, habillé)

• Droit de vivre en famille (pour grandir en sécurité)

• Droit à l'égalité (ne subir aucune discrimination)

• Droit de participer (s'exprimer, donner son avis)

• Droit d'être protégé-e contre toutes les formes de violences

Article 19-1. Les États parties prennent toutes les mesures législatives, administratives, sociales et éducatives appropriées pour protéger l'enfant contre toute forme de violence, d'atteinte ou de brutalités physiques ou mentales, d'abandon ou de négligence, de mauvais traitements ou d'exploitation, y compris la violence sexuelle [...].

1. Traité international, appliqué dans les États qui l'ont signé, et qui a valeur de loi.

Police OpenDyslexic : copyright (c) 2003 by Bitstream, Inc. All Rights Reserved.
Bitstream Vera is a trademark of Bitstream, Inc.

© Nathan. Cahier d'Enseignement moral et civique 4e 2018

Doc 2 p. 63

L'organisation de la justice

Depuis la Révolution française, la justice veille au respect des lois et garantit les droits du justiciable[1]. Elle est rendue au nom du peuple français.

Quand une affaire est jugée pour la première fois, c'est la première instance. Le juge examine les faits et applique la loi.

Les tribunaux diffèrent en fonction de la nature de l'affaire jugée.

La justice civile juge les litiges entre particuliers : tribunal d'instance (petits litiges de la vie quotidienne inférieurs à 10 000 euros) ; tribunal de grande instance (litiges supérieurs à 10 000 euros, identité des personnes, droit de la famille).

La justice pénale punit les attaques aux personnes et aux biens : tribunal de police, tribunal correctionnel, cour d'assises.

La justice des mineurs dépend du tribunal pour enfants.

Certaines affaires sont examinées par des tribunaux spécialisés (conseil de prud'hommes pour les conflits du travail...).

Une affaire peut être jugée une deuxième fois, en cour d'appel, si le justiciable n'est pas d'accord avec la décision rendue en première instance.

Police OpenDyslexic : copyright (c) 2003 by Bitstream, Inc. All Rights Reserved.
Bitstream Vera is a trademark of Bitstream, Inc.

© Nathan. Cahier d'Enseignement moral et civique 4e 2018

En dernier recours, la cour de cassation peut vérifier que la loi a été correctement appliquée.

D'après Justirama, « L'organisation de la justice en France », 2017.

1. Toute personne impliquée dans une situation relevant de la justice.

Police OpenDyslexic : copyright (c) 2003 by Bitstream, Inc. All Rights Reserved.
Bitstream Vera is a trademark of Bitstream, Inc.

© Nathan. Cahier d'Enseignement moral et civique 4e 2018

Doc 2 p. 64

Punir

Le tribunal correctionnel de L. a condamné un jeune homme de vingt-et-un ans, à dix-huit mois de prison dont neuf avec sursis[1] pour apologie[2] des actes terroristes qui se sont déroulés en janvier à Paris. Il avait posté des messages sur sa page Facebook, supprimée depuis.

D'après www.20minutes.fr, 2015.

1. La peine avec sursis sera mise à exécution seulement si le condamné commet une nouvelle infraction.

2. Glorifier un acte.

Police OpenDyslexic : copyright (c) 2003 by Bitstream, Inc. All Rights Reserved.
Bitstream Vera is a trademark of Bitstream, Inc.

© Nathan. Cahier d'Enseignement moral et civique 4e 2018

Doc 4 p. 64

Ce que dit la loi

Art. 9. Tout Homme [est] présumé innocent jusqu'à ce qu'il ait été déclaré coupable [...].

Déclaration des droits de l'Homme et du citoyen, 1789.

Art. 8. Toute personne a droit à un recours effectif devant les juridictions nationales compétentes contre les actes visant les droits fondamentaux qui lui sont reconnus par la Constitution ou par la loi.

Déclaration universelle des droits de l'Homme, 1948.

Art. 6.1. Toute personne a droit à ce que sa cause soit entendue équitablement [...] par un tribunal indépendant et impartial, établi par la loi.

Convention européenne des droits de l'Homme, 1950.

Police OpenDyslexic : copyright (c) 2003 by Bitstream, Inc. All Rights Reserved.
Bitstream Vera is a trademark of Bitstream, Inc.

© Nathan. Cahier d'Enseignement moral et civique 4e 2018

Doc 1 p. 66

Une affaire de stupéfiants

Au tribunal de Marseille, le 19 juin.

Le président du tribunal. – M. L., vous comparaissez aujourd'hui car vous avez été interpellé par la police en train de vendre du cannabis. Ça fait combien de temps que vous connaissez l'homme pour qui vous travaillez ?

Le prévenu. – Je l'ai connu hier. À la maison, ce n'est pas facile en ce moment, alors un peu d'argent facile...

Le président. – Il vous confie 680 grammes de cannabis... cela fait 4 000-4 500 euros et vous voulez nous faire croire que vous ne le connaissiez pas ?

Le prévenu. – C'était la première fois, je regrette...

Le procureur. – Les explications que vous nous avez données n'ont convaincu personne. Il faut une sanction pour que vous compreniez la gravité des faits. Je requiers une peine d'un an d'emprisonnement dont six mois avec sursis.

L'avocat de la défense. – M. L. a un casier judiciaire vierge. Les faits sont indiscutables, c'est une activité bien connue des jeunes gens dans une situation sociale difficile. Je demande l'indulgence du

Police OpenDyslexic : copyright (c) 2003 by Bitstream, Inc. All Rights Reserved.
Bitstream Vera is a trademark of Bitstream, Inc.

© Nathan. Cahier d'Enseignement moral et civique 4e 2018

tribunal. M. L. doit être encadré et suivi par un juge d'application des peines plutôt qu'enfermé.

D'après le site du ministère de la Justice, 2017.

Police OpenDyslexic : copyright (c) 2003 by Bitstream, Inc. All Rights Reserved.
Bitstream Vera is a trademark of Bitstream, Inc.

© Nathan. Cahier d'Enseignement moral et civique 4e 2018

Doc 3 p. 66

Le délibéré

Le président. – Le tribunal vous a déclaré coupable et vous condamne à douze mois d'emprisonnement dont six avec sursis et six avec mise à l'épreuve de dix-huit mois et obligation professionnelle.

Police OpenDyslexic : copyright (c) 2003 by Bitstream, Inc. All Rights Reserved.
Bitstream Vera is a trademark of Bitstream, Inc.

© Nathan. Cahier d'Enseignement moral et civique 4e 2018

Doc 1 p. 68

Ce que dit la loi

Art. 12. On donnera à l'enfant la possibilité d'être entendu dans toute procédure judiciaire le concernant.

Convention internationale sur les droits de l'enfant, 1989.

Art. 375. Si la santé, la sécurité d'un mineur sont en danger, ou si les conditions de son éducation ou de son développement [...] sont gravement compromises, des mesures d'assistance éducative[1] peuvent être ordonnées par la justice [...].

Code civil.

Art. 1. Les mineurs auxquels est imputée une infraction [...] ne seront justiciables que des tribunaux pour enfants [...].

Ordonnance relative à l'enfance délinquante, 2 février 1945.

1. Placement du mineur maltraité dans un foyer ou une famille d'accueil.

Police OpenDyslexic : copyright (c) 2003 by Bitstream, Inc. All Rights Reserved.
Bitstream Vera is a trademark of Bitstream, Inc.

© Nathan. Cahier d'Enseignement moral et civique 4e 2018

Doc 4 p. 68

Réinsérer les mineurs délinquants

Le centre éducatif renforcé (CER) accueille des mineurs délinquants récidivistes, souvent la dernière solution avant la prison. [...] Le directeur du CER de Combrit (Finistère) déclare : « on leur redonne un rythme de vie : se lever le matin, travailler le matin, travailler l'après-midi, se reposer le soir. [...] On les aide à construire un projet de sortie. »

Le juge des enfants décide du placement. [...] Neuf éducateurs encadrent jusqu'à huit mineurs, condamnés pour trafic et/ou consommation de stupéfiants. [...] Ils les prennent en charge 24 heures sur 24 pendant quinze semaines. Ils n'ont pas accès à leur téléphone portable et ne peuvent communiquer avec leur famille que sous certaines conditions.

Comment vivent-ils ce séjour ? « C'est galère, on est surveillé tout le temps. » [...] « C'est sûr, ce n'est pas toujours facile, mais j'espère avoir une vie meilleure et en finir avec les conneries. »

Les éducateurs aident les jeunes à retrouver confiance en eux. « Nous sommes là pour mettre un cadre qu'ils n'ont plus. Ce rappel à la loi est difficile pour certains [...]. Il faut qu'ils comprennent qu'il y a des règles qu'ils doivent mettre en place. »

Anne Tréguier, France Bleu Breizh Izel et France Bleu, 25 avril 2016.

Police OpenDyslexic : copyright (c) 2003 by Bitstream, Inc. All Rights Reserved.
Bitstream Vera is a trademark of Bitstream, Inc.

© Nathan. Cahier d'Enseignement moral et civique 4e 2018

Doc 1 p. 70

Les faits

Monsieur R. a découvert que des barreaux d'une fenêtre de son commerce ont été sciés. Il alerte les gendarmes qui s'engagent à faire des rondes pour surveiller son établissement. Lui, s'arme d'un fusil et de cartouches. Il installe une alarme de fortune. Il décide de dormir au rez-de-chaussée, pour le cas où des cambrioleurs essaieraient d'entrer.

Quelques jours plus tard, à deux heures du matin, il entend du bruit. Une vitre vient d'être brisée. Il va chercher son fusil et tire. Un jeune homme de 17 ans est à terre, mort.

Monsieur R. a été jugé par une cour d'assises. L'avocat général avait demandé de retenir la légitime défense.

D'après *Le Parisien*, 2015-2016.

Police OpenDyslexic : copyright (c) 2003 by Bitstream, Inc. All Rights Reserved.
Bitstream Vera is a trademark of Bitstream, Inc.

© Nathan. Cahier d'Enseignement moral et civique 4e 2018

Doc 4 p. 71

Le serment des jurés

Art. 304. « Vous jurez et promettez d'examiner avec l'attention la plus scrupuleuse les charges qui seront portées contre X [...], de n'écouter ni la haine ou la méchanceté, ni la crainte ou l'affection ; de vous rappeler que l'accusé est présumé innocent et que le doute doit lui profiter ; de vous décider [...] suivant votre conscience et votre intime conviction, avec impartialité [...] et de conserver le secret des délibérations [...]. ».

Code pénal.

Police OpenDyslexic : copyright (c) 2003 by Bitstream, Inc. All Rights Reserved.
Bitstream Vera is a trademark of Bitstream, Inc.

© Nathan. Cahier d'Enseignement moral et civique 4e 2018

Je retiens p. 72

La justice en France

A) La justice, au service de tous

• En 1789, l'État a institué **une seule justice**, la sienne, qui est **la même pour tous.** Elle est exercée par des **magistrats** : le **juge** prononce des jugements en application des **lois** regroupées dans des codes ; le **procureur de la République**, lors du procès pénal, protège les victimes d'**infractions.** Des **auxiliaires de justice** (avocat, greffier...) participent au fonctionnement de la justice. ➜ voir p. 62-63, 66-67, 70-71.

• **Chacun**, sans distinction de nationalité, d'âge, de sexe, de revenus, **peut recourir à la justice.** Celle-ci est **gratuite**, mais tout procès entraîne des frais, et l'État a créé l'**aide juridictionnelle.** La justice fonctionne selon des **principes** respectueux du droit et des libertés individuelles. Le **procès** doit être **équitable** : débat contradictoire, respect des droits de la défense, peine proportionnelle à l'infraction commise, dommages et intérêts. Si le **justiciable** est mécontent de la décision de justice, il a le droit de **faire appel.** ➜ voir p. 62-63, 64-65.

Police OpenDyslexic : copyright (c) 2003 by Bitstream, Inc. All Rights Reserved.
Bitstream Vera is a trademark of Bitstream, Inc.

© Nathan. Cahier d'Enseignement moral et civique 4e 2018

B) À chaque conflit sa justice

• La **justice civile** traite des **litiges** entre particuliers. Elle recherche d'abord une conciliation, mais en cas d'échec, le procès a lieu. La **justice pénale** punit les **infractions à la loi** et prononce des **peines** fermes ou avec sursis. La **justice administrative** juge les litiges entre les personnes privées et les collectivités publiques. ➜ voir p. 62-63.

• Une **justice** spécifique a été mise en place pour les **mineurs.** Confiée au **juge des enfants**, elle a pour rôle de **protéger les mineurs maltraités** par des mesures d'**assistance éducative**, et aussi d'éduquer et de prévenir la récidive des **mineurs délinquants.** Dans le cas d'infractions graves, le juge saisit le **tribunal pour enfants.** ➜ voir p. 68-69.

Police OpenDyslexic : copyright (c) 2003 by Bitstream, Inc. All Rights Reserved.
Bitstream Vera is a trademark of Bitstream, Inc.

© Nathan. Cahier d'Enseignement moral et civique 4e 2018

Doc 1 p. 75

Hier, venger son honneur

1898 : Le lieutenant-colonel Henry accuse publiquement le lieutenant-colonel Picquart d'avoir falsifié le dossier de l'Affaire Dreyfus.

« Le Colonel Picquart a menti ! »

Déjà Picquart a levé la main, prêt à gifler Henry, puis il se ravise.

« Vous me rendrez raison de l'insulte que vous venez de m'adresser ! »

« C'est entendu, je me tiens à votre disposition ! »

Picquart demande réparation par les armes à Henry pour l'outrage qu'il lui a infligé en public. Ils se battront à l'épée. [...]

À la première reprise, Picquart attaque ferme. Henry riposte et effleure le cou de son adversaire. [...] À la seconde reprise, deux, trois attaques rapides de Picquart. Parade-riposte d'Henry. Et soudain, celui-ci lâche son épée. Le combat est arrêté : la lame de Picquart a pénétré profondément dans l'avant-bras d'Henry. Celui-ci vient d'être mis en état d'infériorité. Le combat est terminé. Les armes ont réparé l'outrage.

Liliane Fonpudie, *Sur le pré. Le duel en France du Moyen Âge à nos jours*, Jeu de Plume, 2004.

Police OpenDyslexic : copyright (c) 2003 by Bitstream, Inc. All Rights Reserved.
Bitstream Vera is a trademark of Bitstream, Inc.

© Nathan. Cahier d'Enseignement moral et civique 4e 2018

Doc 2 p. 75

Aujourd'hui, le rôle de la loi

L'injure est une insulte portée contre un individu ou un groupe d'individus. La diffamation consiste à rabaisser une personne par des propos choquants. La calomnie est le fait d'accuser une personne d'un acte qu'elle n'a pas commis, et pour lequel elle pourrait être sanctionnée. Dans tous les cas, la victime doit porter plainte ou saisir directement le tribunal.

L'auteur d'une injure ou d'une diffamation publique s'expose à 12 000 € d'amende. La calomnie peut être punie de cinq ans d'emprisonnement et de 45 000 € d'amende.

D'après le code pénal.

Police OpenDyslexic : copyright (c) 2003 by Bitstream, Inc. All Rights Reserved.
Bitstream Vera is a trademark of Bitstream, Inc.

© Nathan. Cahier d'Enseignement moral et civique 4e 2018

Doc 2 p. 76

Fait divers jugé en cour d'assises

Six accusés ont été reconnus coupables de « vol en bande organisée » et « association de malfaiteurs » pour le braquage d'une bijouterie, associé, dans leur fuite, à une prise d'otage et à un tir à l'arme de guerre sur un automobiliste.

Ils ont été condamnés à des peines de réclusion criminelle allant de 5 ans à 20 ans. Trois accusés ont fait appel du jugement. Leur peine de réclusion criminelle a été diminuée de deux ans (18, 15, et 13 ans), mais est restée lourde en raison de leurs antécédents judiciaires[1].

D'après une affaire jugée en 2014 (jugement en première instance) et en 2016 (jugement en appel).

1. Infractions précédemment commises par les accusés et inscrites dans leur casier judiciaire.

Police OpenDyslexic : copyright (c) 2003 by Bitstream, Inc. All Rights Reserved.
Bitstream Vera is a trademark of Bitstream, Inc.

© Nathan. Cahier d'Enseignement moral et civique 4e 2018